

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°5 - 21 janvier au 17 février 2019

SOMMAIRE

L'actu des régions en bref	p. 1
Législation - Réglementation	p. 1 à 2
Normes - Labels - Démarches	p. 3
Matériaux - Produits - Techniques	p. 3 à 4
Outils - Méthodologies	p. 4 à 5
Économie - Incitations financières	p. 5 à 6
Immobilier	p. 6 à 7
Éducation - Formation - Documentation	p. 7
Réalisations	p. 7 à 8
Professionnels - Entreprises	p. 8 à 10
Filières - Prestataires	p. 10 à 11
Bâtiment - Énergie	p. 11 à 13
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 13
Autres thèmes	p. 13 à 15

/// L'ACTU DES RÉGIONS EN BREF ///

France - EnvirobatBDM, Envirobat Occitanie et Ekopolis s'associent pour promouvoir les démarches Quartiers et Bâtiments durables (QBD)

Construite par et pour les professionnels locaux, les démarches Quartiers et Bâtiments durables, développées à l'origine en région PACA et déployée en Occitanie et en Île-de-France grâce au partage d'expériences, consistent à accompagner et évaluer des opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation, pour les faire progresser, tout en favorisant les échanges et l'apprentissage des acteurs.

Ces deux démarches couvrent aujourd'hui près de 40% du territoire national, représentant près de 600 opérations et quelques 10 000 professionnels impliqués. En signant ce contrat de partenariat, les 3 associations (Centres de ressources) EnvirobatBDM, Envirobat Occitanie et Ekopolis créé un cadre national permettant de :

- renforcer la lisibilité de ces deux démarches ;
- créer un cadre de coopération nationale (interrégional) ;
- garantir les fondamentaux des démarches, en particulier en réaffirmant la place des acteurs locaux de l'aménagement et de la construction, au cœur du dispositif.

Ce contrat de partenariat constitue également un socle pour assurer le développement de ces démarches sur de nouveaux territoires. Plusieurs régions ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt, notamment les deux régions Bourgogne-Franche-Comté, avec l'association Bourgogne Bâtiment Durable, et Nouvelle Aquitaine, avec l'association Cluster éco-habitat, en rejoignant cette dynamique.

> www.construction21.org/france/articles/fr/les-porteurs-des-demarches-qbd-s-associent.html

/// SOMMAIRE ///

/// LÉGISLATION - RÉGLEMENTATION ///

Certificats d'économie d'énergie (CEE) : 18 nouveaux projets sélectionnés pour un montant d'investissement de près de 200 millions d'euros sur la période 2018-2020 - 21 janvier 2019

Les programmes sélectionnés portent sur : l'éducation aux économies d'énergie à l'école ; la formation des acteurs du secteur bancaire aux enjeux de la rénovation énergétiques ; la formation des petites et moyennes entreprises à la réduction de leur consommation d'énergie ; le développement d'innovations techniques visant à améliorer les pratiques de rénovation énergétique et développer de nouveaux outils au service des professionnels ; la massification de la rénovation énergétique par diverses expérimentations sur le territoire ; la formation et l'accompagnement de la Sécurité sociale dans sa démarche d'efficacité énergétique de ses bâtiments sur le territoire ; la formation des acteurs de la chaîne logistique du froid ainsi que l'optimisation de leurs pratiques ; le développement du covoiturage et le développement des pôles d'intermodalité.

Source :

> www.energie-plus.com/18-nouveaux-programmes-cee-selectionnees-par-francois-de-rugy/

Marchés publics : la Direction des affaires juridiques de Bercy a mis à jour certains outils pratiques - 22 janvier 2019

La Direction des affaires juridiques propose notamment aux acheteurs publics :

- une nouvelle version du guide « très pratique » de la dématérialisation des marchés publics qui intègre 21 nouvelles questions,
- une mise à jour des trois fiches pratiques portant sur les marchés publics et les autres contrats, sur les contrats conclus entre entités appartenant au secteur public et sur les modalités d'exécution des contrats en cours d'exécution.

Source :

> www.lemoniteur.fr/article/marches-publics-retour-sur-la-rentree-de-la-direction-des-affaires-juridiques-de-bercy.2016305

Le Plan Bâtiment Durable publie son rapport d'activité 2018 - 28 janvier 2018

Pour la dixième année consécutive, le Plan Bâtiment Durable publie son rapport d'activité annuel : le témoignage d'une mobilisation renforcée autour des enjeux de transition énergétique et environnementale de la filière du bâtiment et de l'immobilier durable.

En plus de deux cents pages, le rapport d'activité 2018 du Plan Bâtiment Durable dresse le panorama des politiques publiques et des actions engagées en matière de transition énergétique du secteur du bâtiment et de l'immobilier au cours de l'année écoulée.

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/publication-du-rapport-d-activite-2018-la-filiere-a1348.html

A télécharger :

> « Rapport d'activité 2018 du Plan Bâtiment Durable » :
www.planbatimentdurable.fr/IMG/pdf/190128_rapport_activite_pbd_2018_web-2.pdf

Le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) et le Conseil général de l'économie dressent le bilan de la Réglementation Thermique 2012 - 31 janvier 2019

Afin de préparer au mieux la future réglementation environnementale des bâtiments prévue pour 2020, une mission interministérielle a étudié l'application réelle de la Réglementation Thermique 2012.

Si le constat est globalement satisfaisant, les rapporteurs formulent cependant plusieurs recommandations pour l'élaboration de la prochaine réglementation, parmi lesquelles : mieux prendre en compte le comportement et les aspirations des utilisateurs, en veillant à ne pas les contraindre à un mode d'utilisation défini mais bien à les accompagner dans un usage plus vertueux ; renforcer l'effort sur le bâti, en particulier grâce à la conception bioclimatique ; mieux définir la répartition entre les différentes sources d'énergie, y compris renouvelables ; ou, bien encore, approfondir les modèles de calcul sur le carbone en phase d'exploitation.

Source :

> www.batiactu.com/edito/six-ans-apres-application-rt-2012-est-satisfaisante-55342.php

A télécharger :

> « Évaluation de la Réglementation Thermique de 2012 dans les bâtiments neufs en vue de la prochaine réglementation environnementale » : www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/010888-01_rapport_cle2156b9.pdf

Ménages et rénovation énergétique : l'Institute for climate economics, I4CE, publie une synthèse du cadre législatif et réglementaire français - 31 janvier 2019

Ce document de 4 pages présente : les clés de lecture des aides publiques à la rénovation ; une rétrospective du cadre législatif et des investissements pour la rénovation énergétique des ménages sous forme de frise, en les catégorisant par type d'effet sur le processus de décision des ménages ; l'analyse du cadre législatif et réglementaire au regard du processus de décision du ménage, permettant ainsi de comprendre comment les cadres légaux et réglementaires agissent sur le comportement des ménages tout au long du processus de décision ; l'évolution des investissements et des aides publiques dans la rénovation des logements en France.

Source :

> www.precarite-energie.org/Menages-et-renovation-energetique-une-vue-d-ensemble-du-cadre-legislatif-et.html

A télécharger :

> « Ménages et rénovation énergétique : une vue d'ensemble du cadre législatif et réglementaire en France » :
www.precarite-energie.org/IMG/pdf/pc-54-menages-et-renovation-energetique.pdf

L'AQC publie une brochure pour aider les particuliers à coupler travaux de rénovation et amélioration de l'accessibilité de leur logement - Février 2019

Intitulée « Travaux de rénovation : restez autonome dans votre logement ! », cette plaquette destinée aux particuliers permet de découvrir comment des travaux de rénovation peuvent être une opportunité pour améliorer l'accessibilité d'un logement, et ce, sans augmentation importante du coût des travaux.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3462

A télécharger :

> « Travaux de rénovation : restez autonome dans votre logement ! » :
www.qualiteconstruction.com/sites/default/files/2019-02/PT-Travaux-Renovation-Rester-Autonomie-Logement.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

Création d'un label « économie circulaire » - 23 janvier 2019

L'objectif de ce label créé par l'ADEME, en partenariat avec la Communauté urbaine de Dunkerque, initiatrice du dispositif, et une dizaine d'autres partenaires, est de reconnaître les démarches territoriales dans la gestion des flux de déchets et le développement de modèles économiques alternatifs.

Un référentiel, testé en 2018 par huit collectivités, permet d'accompagner les territoires dans la définition de leur politique et dans l'évaluation des progrès. Il porte sur la gestion des déchets, mais aussi sur le développement de modèles alternatifs, comme l'écologie industrielle, l'économie de la fonctionnalité ou, bien encore, l'écoconception. Des indicateurs et un système de notation accompagnent l'exercice.

Les collectivités les plus en avance seront distinguées par un label, sur le modèle du programme « Cit'ergie » qui récompense les territoires vertueux sur les thématiques climat-air-énergie. Les premiers labels devraient être remis en juin 2020, à l'occasion des Assises de l'économie circulaire.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/Economie-circulaire-demarches-territoriales-Ademe-32745.php

Rénovation basse consommation : le marché français porté par le logement collectif - 13 février 2019

Près de 4 500 logements individuels et 165 000 logements collectifs étaient en cours de certification BBC-Effinergie rénovation fin décembre 2018, auxquels s'ajoutent environ 70 000 logements collectifs et plus de 1 000 maisons individuelles rénovés avec des ambitions équivalentes aux labels d'Effinergie, et financés dans le cadre de programmes régionaux.

Et la dynamique est bonne puisque le nombre annuel de logements collectifs rénovés en BBC a doublé sur la période 2017-2018 pour atteindre les 30 000 logements par an.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/Renovation-basse-consommation-logements-collectifs-32852.php

Effinergie lance un label expérimental de rénovation des bâtiments du patrimoine - 15 février 2019

Le label « Effinergie Patrimoine » s'adresse aux édifices protégés au titre des monuments historiques (inscrits ou classés) mais également à tous les autres bâtiments présentant un caractère patrimonial (jugé par un expert du domaine suivant une grille de critères).

Ce nouveau label a pour objectif de valoriser des rénovations énergétiques ambitieuses avec la préservation du caractère patrimonial et de mettre en exergue la maîtrise des coûts : une fois le bâtiment réhabilité, les coûts de fonctionnement doivent diminuer pour générer de la valeur verte.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/Effinergie-label-experimental-renovation-batiments-patrimoine-32892.php4

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

Karibati s'intéresse à la relation entre matériaux biosourcés et stockage carbone - Janvier 2019

Dans un récent « Avis d'expert » intitulé « Matériaux biosourcés, gardiens du carbone », Karibati décrypte la séquestration du carbone biogénique. Le document permet notamment de comprendre ce qu'est le carbone biogénique, pourquoi et comment il peut être pris en compte sur l'ensemble du cycle de vie d'un produit, ou, bien encore, comment peut être calculée la quantité de CO₂ séquestré dans un produit.

Source :

> www.karibati.fr/mediatheque/

Le CEREMA lance « Biosourçons ! », une lettre d'information dédiée aux matériaux biosourcés et géosourcés - Janvier 2019

Trimestrielle, cette lettre propose un panorama complet de l'actualité française et internationale des matériaux biosourcés et géosourcés. Au programme : réglementation et normalisation, dynamiques territoriales, propriétés et performances, recherche et innovation, retours d'expériences et réalisations, santé et bien-être, appels à projets, agenda, développement des compétences, etc.

Source :

> www.cerema.fr/fr/centre-ressources/newsletters/biosourcons

Réseaux de chaleur : le CEREMA dresse le portrait de la filière - 15 janvier 2019

Le CEREMA publie une fiche dressant le portrait de la filière « Réseaux de chaleur ». Diverses thématiques y sont abordées de manière synthétique comme l'état des lieux et les objectifs de développement, les mécanismes de soutien, les aspects techniques et administratifs, le contexte réglementaire ou, bien encore, la recherche et l'innovation.

Source :

> <https://reseauxchaleur.wordpress.com/2019/01/23/tout-ce-que-vous-avez-voulu-savoir-sur-les-reseaux-de-chaleur/>

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

Le nouveau site internet du service statistique des ministères en charge du Logement, des Transports, de l'Energie, de l'Environnement, du Climat et du Développement durable est en ligne - Janvier 2019

Organisé en cinq thématiques : changement climatique, énergie, environnement, logement et transports, le site propose chiffres clés, statistiques, synthèses conjoncturelles, données macroéconomiques, études et recherches.

Source :

> www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr

Vient de paraître : « Quantification de l'impact environnemental d'une action de réparation, réemploi et réutilisation » - Janvier 2019

Cette étude de l'ADEME quantifie les impacts environnementaux de dix actions de réemploi / réutilisation / réparation dont une concernant le bâtiment. L'étude révèle ainsi qu'il est toujours préférable de changer de chaudière gaz plutôt que de la faire réparer dans le cas de passage d'une chaudière à gaz à une chaudière à condensation.

Source :

> www.ademe.fr/quantification-limpact-environnemental-dune-action-reparation-reemploi-reutilisation

Quel abonnement EDF choisir ? L'association BCE propose un outil d'aide à la décision - 11 janvier 2019

Ce tableur Excel vérifie de façon simple si le type d'abonnement EDF est adapté à la consommation et à la situation du « client ». Il est destiné notamment aux travailleurs sociaux. Il n'intègre que les abonnements courants pour des logements standards : soit les puissances 3, 6, 9 et 12 kVA avec ou sans l'option « heures creuses ».

Source :

> www.precarite-energie.org/Outil-Quel-abonnement-EDF-choisir.html

La CAPEB a officiellement lancé sa plateforme de mise en relation entre artisans et particuliers : 360travaux® - 12 février 2019

Grâce à cette nouvelle plateforme ouverte à tout artisan qu'il soit adhérent ou non, la CAPEB entend soutenir les professionnels en les accompagnant dans leur recherche d'activités à l'heure des transitions numérique, écologique mais aussi économique de la société.

L'inscription à 360travaux® est gratuite et sans engagement, la plateforme percevant une commission sur le montant des travaux réalisés. Selon la CAPEB, près de 2800 artisans seraient déjà inscrits. Plusieurs partenaires financiers se sont associés à cette initiative qui a reçu le soutien d'un Plan d'investissement d'avenir : l'assureur Covea, la SIAGI, l'Orcab, Économie d'Énergie et la coopérative d'artisans Coop 3.0. L'ouverture au grand public est prévue le 16 avril.

Source :

> www.batiactu.com/edito/capeb-lance-sa-plateforme-mise-relation-artisans-particuliers-55467.php

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

Rénovation énergétique : l'ADEME publie le guide des aides 2019 - Janvier 2019

Crédit d'impôt pour la transition énergétique, éco-prêt à taux zéro, programme « Habiter mieux » de l'ANAH, certificats d'économie d'énergie, TVA à taux réduit, aides locales, etc. Ce guide liste les aides existantes pour la France métropolitaine, leurs conditions d'attribution, les cumuls possibles et les critères techniques exigés pour les équipements et matériaux pour l'année 2019.

Source :

> www.ademe.fr/aides-financieres-janvier-fevrier-2019

A télécharger :

> « Guide des aides financières 2019 - Version provisoire » :

www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-aides-financieres-renovation-habitat-2019.pdf

Vient de paraître : « La démarche en coût global, une approche responsable » - Janvier 2019

Cette plaquette de l'AQC présente de façon synthétique les grands principes d'une démarche de coût global appliqué au bâtiment, en lien avec la qualité des ouvrages : durée de vie, valeur résiduelle, coûts d'investissement, coûts de fin de vie, coûts de fonctionnement, coûts de maintenance, etc.

Source :

> www.qualiteconstruction.com/node/3460

A télécharger :

> « La démarche en coût global, une approche responsable » :

www.qualiteconstruction.com/sites/default/files/2019-02/PT-Demarche-Cout-Global-Approche-Responsable.pdf

Éligibilité aux aides de l'ANAH : les plafonds de ressources ont été réévalués - 11 janvier 2019

Les plafonds de ressources à respecter pour être éligibles aux aides de l'ANAH ont été réévalués tant pour les propriétaires occupants que pour les propriétaires bailleurs. Les propriétaires occupants peuvent désormais tester leur éligibilité aux aides de l'ANAH sur le site <https://monprojet.anah.gouv.fr> en indiquant leur numéro fiscal et la référence de leur avis fiscal. Les syndicats de copropriétaires et syndicats de copropriétés peuvent également effectuer leur demande d'aides aux travaux dans les parties communes sur le même site en renseignant le numéro d'immatriculation de la copropriété au Registre des copropriétés.

Source :

> www.precarite-energie.org/Les-nouveautes-ANAH-2019-plafonds-de-ressources-et-demarches-en-ligne.html

La prime à la conversion des chaudières s'adresse désormais à tous les Français - 28 janvier 2019

Cette prime, cumulable avec d'autres aides (Habiter mieux agilité, crédit d'impôt pour la transition énergétique, éco-prêt à taux zéro, ...) permet aux ménages de bénéficier d'une prime exceptionnelle pour tout remplacement d'une chaudière au fioul ou à gaz peu performante par un équipement utilisant des énergies renouvelables ou par une chaudière à gaz à très haute performance énergétique. L'objectif est d'aider tous les particuliers à sortir des sources d'énergie fossiles et à diminuer leur facture de chauffage.

Source :

> <https://batijournal.com/changer-600-000-chaudieres-obsolètes-en-deux-ans/101275>

Chaudières et pompes à chaleur à 1 euro : la CAPEB proposera elle aussi une offre à bas prix - 4 février 2019

Regrettant de ne pas avoir été associée aux dispositifs « PAC à 1€ » ou encore « Chaudière à 1€ » lancés par des acteurs privés (fournisseurs d'énergie, délégataires, ...), le président de la CAPEB, Patrick Liébus, a annoncé que la confédération présentera elle aussi, très prochainement, des offres alternatives et équitables packagées avec ses partenaires. Le modèle économique retenu respectera la qualité des travaux réalisés : performance du matériel, qualité de la prescription, respect des règles de l'art, marge de l'entreprise, etc.

Source :

> <https://batijournal.com/la-capeb-va-aussi-avoir-son-offre-de-remplacement-de-chaudieres-et-pac-a-bas-prix/101320>

Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) 2019 : les plafonds de dépenses pour les fenêtres et les chaudières précisés - 20 février 2019

Les fenêtres bénéficieront d'un taux réduit de 15%, pour les remplacements de simple vitrage, dans la limite d'un plafond de 670 euros par équipement, soit un crédit d'impôt d'au plus 100 euros par équipement (menuiserie et parois vitrées associées). Les vitrages de remplacement installés sur menuiseries existantes ne seront pour leur part pas éligibles au crédit d'impôt.

Du côté des chaudières au gaz à très haute performance et des chaudières à microgénération au gaz, le plafond de dépenses sera fixé à 3 350 euros par équipement (soit un crédit d'impôt d'au plus 1 005 euros par équipement). Les chaudières à haute performance seront toujours concernées par le CITE sous réserve d'un devis signé avec acompte payé avant le 31 décembre 2018.

Source :

> www.batiactu.com/edito/exclusif-contours-cite-2019-devoiles-55544.php

/// SOMMAIRE ///

/// IMMOBILIER ///

L'Office de l'immobilier durable (OID) publie deux baromètres sur l'immobilier responsable et la performance énergétique et environnementale des bâtiments tertiaires - 16 janvier 2019

Le premier, publié en partenariat avec l'IEIF et l'ASPIM, traite de l'immobilier responsable. Il vise à accompagner les gérants immobiliers en proposant une mesure périodique du niveau d'avancement des acteurs de l'immobilier d'investissement sur l'intégration des enjeux des démarches environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) dans leurs stratégies.

Le second, dédié à la performance énergétique et environnementale, présente les principaux indicateurs sur les bâtiments de bureaux, les commerces et les bâtiments de logistique (consommation énergétique, émissions de gaz à effet de serre, consommation d'eau et production de déchets).

Source :

> www.planbatimentdurable.fr/l-oid-publie-deux-barometres-sur-l-immobilier-a1342.html

Recul des constructions en 2018 - 4 février 2019

En 2018, 460 500 logements ont été autorisés à la construction et 398 100 logements ont été mis en chantier, soit un recul par rapport à 2017 de respectivement 7,1% et 7,0%. Les autorisations de logements individuels ont baissé de 6,5%. Le repli dans l'individuel pur (-9,4%) n'est pas compensé par la hausse dans l'individuel groupé (+1,9%). Les mises en chantier des logements individuels diminuent (-4,5%). La baisse concerne aussi bien l'individuel pur (-4,8%) que l'individuel groupé (-3,8%). Mais, ce sont les autorisations de logements collectifs, y compris en résidences qui baissent le plus (-7,5%). Cette baisse concerne aussi bien les logements collectifs ordinaires (-6,9%) que les logements en résidences (-11,8%). Les mises en chantier de logements collectifs, y compris en résidences, reculent de 8,7% (-20,3% pour les logements en résidences et -7,0% pour les logements collectifs ordinaires).

Sources :

> <https://batijournal.com/la-baisse-annoncee-des-constructions-en-2018-est-verifiee/101325>

> www.batiactu.com/edito/chiffres-logement-fin-annee-2018-dans-rouge-55298.php

Les ventes de maisons individuelles en secteur diffus enregistrent une baisse de 11,3% en 2018 - 14 février 2019

Selon la LCA-FFB, cette baisse est principalement liée au « *robotage de la quotité du PTZ et la fin de l'APL accession qui a affecté toutes les zones* ». En 2018, ce sont ainsi près de 15 000 ventes qui n'ont pas été signées et près de 45 000 emplois qui n'ont pas été pourvus. Une récession qui aurait commencé dès novembre 2017 et qui poursuit sa lancée, au point que l'année 2018 est considérée par LCA-FFB comme « *l'un des plus mauvais exercices des 15 dernières années pour l'individuel diffus* », en baisse de 11,3%.

Source :

> www.batiactu.com/edito/construction-maisons-un-semblant-calme-avant-tempete-55483.php

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Le PUCA livre le catalogue de ses publications 2008-2018 - 5 février 2019

Ce catalogue regroupe l'ensemble des publications du PUCA pour la période 2008-2018. Une centaine d'ouvrages est proposée selon un classement par grandes thématiques : aménagement, urbanisme et ville ; architecture, habitat et logement ; énergie, environnement ; *etc.* Une présentation des séminaires et des ateliers qui s'y rapportent complètent les bibliographies.

Source :

> www.urbanisme-puca.gouv.fr/catalogue-des-publications-du-puca-2008-2018-a1203.html

/// SOMMAIRE ///

/// RÉALISATIONS ///

Un centre commercial rénové reçoit le label « BiodiverCity » - 11 février 2019

Situé à proximité de la mer et en bordure d'une zone classée Natura 2000, zone de reproduction d'oiseaux migrateurs protégés, le centre commercial de Saint-Laurent-du-Var, en banlieue de Nice, construit en 1969, a bénéficié d'un programme de rénovation globale suite à son rachat par le développeur immobilier Altarea Cogedim.

Des travaux qui lui ont permis de recevoir le label « BiodiverCity » grâce à l'ensemble des actions en faveur de la biodiversité qui ont été mises en œuvre, parmi lesquelles :

- construction et végétalisation d'un mur en pierre de plus de deux mètres de haut et étendu sur toute la longueur de la zone sensible afin de réduire les nuisances visuelles et phoniques des travaux et de l'exploitation future du site ;
- pose de baies vitrées sérigraphiées pour que les oiseaux les évitent ;
- construction d'un observatoire permettant d'observer les espèces protégées du site Natura 2000 voisin ;
- mise en place, en partenariat avec la Ligue de protection des oiseaux, d'actions de sensibilisation, d'ateliers et d'animations pédagogiques pour faire connaître les espèces protégées au grand public.

Quant à la rénovation de l'existant, le projet a obtenu le label « BREEAM niveau excellence ». Coût des opérations : 400 millions d'euros, pour un centre commercial qui accueille environ 14 millions de clients par an.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/centre-commercial-renove-label-BiodiverCity-32839.php

Les résultats du test HQE Performance ACV Rénovation, basés sur l'étude de 23 bâtiments, mettent en lumière 7 observations :

1. Si la rénovation est ambitieuse d'un point de vue énergétique, alors les bâtiments rénovés peuvent viser les mêmes niveaux de performance énergétique que ceux d'un bâtiment neuf.
2. L'énergie grise représente entre 17 et 42% de la consommation d'énergie primaire totale.
3. Les émissions de gaz à effet de serre se répartissent à quasi part égale entre les PCE et l'énergie tous usages.
4. Les familles de produits et équipements les plus impactantes sur le réchauffement climatique sont différentes de celles des bâtiments neufs.
5. La quantité de déchets non dangereux est, au minimum, divisée par deux par rapport à celle d'un bâtiment neuf.
6. Les lots ayant le plus d'impact sur l'indicateur « déchets dangereux » sont les lots techniques CVC et courant fort.
7. L'économie circulaire, c'est aussi diminuer l'épuisement des ressources, un indicateur ACV à explorer.

L'intégralité des résultats sont consultables dans une publication intitulée « Bâtiment rénovés au regard de E+C- et de l'économie circulaire, premières observations ».

Source :

> <https://batijournal.com/batiments-renoves-bilan-du-test-hqe-performance-acv-renovation/101367>

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

L'activité globale des artisans du BTP a progressé de 2,5% en volume et de 4,5% en valeur en 2018 - 22 janvier 2019

L'activité dans l'artisanat du bâtiment a progressé, au 4^{ème} trimestre 2018, de 4% dans le neuf, 1% dans l'entretien-rénovation et de 1% dans les travaux d'amélioration de la performance énergétique du logement (APPEL). Sur l'année 2018, l'activité progresse de 5% dans le neuf et de 1% dans l'entretien-rénovation. Selon la CAPEB, l'artisanat du BTP devrait connaître une croissance globale de 0,5% dans les douze mois à venir (-0,5% dans la construction neuve et +1% dans l'entretien-rénovation).

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/progression-de-lartisanat-du-btp-lan-dernier-avant-de-possibles-difficultes-en-2019-22-01-2019-34003.html

Label RGE : 7 000 entreprises Qualibat-RGE ont été radiées en 2018 - 23 janvier 2019

Les raisons de cette radiation : faillite de l'entreprise, arrêt volontaire du label et écarts de qualité observés lors de l'audit chantier. Sur les 25 280 contrôles ayant été effectués en 2018, 9% présentait des non-conformités tous métiers confondus ; un chiffre stable par rapport à l'an dernier. C'est au niveau des conseils et services que la performance des entreprises RGE laisse à désirer : un labellisé sur deux se contente de faire les travaux, sans sensibiliser le client à un éventuel parcours de rénovation énergétique.

Source :

> www.batiactu.com/edito/milliers-entreprises-ont-ete-sorties-label-rge-55257.php

Lancement du programme AREO : Artisans de la Rénovation Énergétique en Occitanie - 28 janvier 2019

Mis en place par la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, en partenariat avec la FFB et la CAPEB, le programme AREO vise à soutenir, par un accompagnement individuel et des ateliers pratiques, les artisans du bâtiment qui ont ou qui souhaitent développer une activité sur le marché de la rénovation énergétique des bâtiments.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/occitanie-lancement-du-programme-areo-artisans-de-la-renovation-energetique-en-occitanie.html

L'association Artisans Bâisseurs en Pierres Sèches publie les règles professionnelles pour la construction des murs en pierre sèche - 28 janvier 2019

Ces règles professionnelles, reconnues par la Commission Prévention Produits (C2P) de l'AQC comme « techniques courantes » de la filière du bâtiment et des travaux publics, constituent un cadre de référence pour les constructeurs, les maîtres d'œuvre et les assureurs pour les ouvrages en pierre sèche. Elles renforcent la visibilité de ce mode constructif auprès des donneurs d'ordres et contribuent à ouvrir le marché. Cet ouvrage contient également les nouveaux abaques de dimensionnement des murs de soutènement issus des travaux de recherche scientifique.

Source :

> www.envirobat-oc.fr/Les-regles-professionnelles-pour-la-construction-des-murs-en-pierre-seche-ABPS

A télécharger :

> « Technique de construction des murs en pierre sèche - Règles professionnelles » : www.pierreseche.fr/abps/documentation/docu-regles-pros

Activité en baisse pour les artisans du bâtiment - 31 janvier 2019

Interrogés en janvier 2019, les chefs d'entreprises artisanales du bâtiment indiquent une activité en baisse. Les perspectives d'emploi sont, quant à elles, plus optimistes même si la moitié des artisans interrogés éprouvent des difficultés pour recruter.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/activite-passee-en-baisse-pour-les-artisans-du-batiment-enquete-insee.html

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Provence-Alpes-Côte d'Azur lance le dispositif « Rénover+ » - 31 janvier 2019

L'objectif : permettre aux entreprises artisanales du bâtiment qui souhaitent se positionner sur le marché de la rénovation de bénéficier d'un accompagnement des conseillers du réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat de la région (entretiens-conseils, mise en relation avec des partenaires spécialisés, animations locales, ...).

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/provencealpescote-dazur-dispositif-renover.html

« Silence chantier » : un livre blanc pour limiter les nuisances sonores des travaux publics - 4 février 2019

Véritable boîte à outils destinée aussi bien aux maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entreprises de travaux, bureaux d'études, collectivités locales qu'aux riverains, ce livre blanc traite de la question des nuisances sonores dans toutes ses dimensions : technologique, organisationnelle, juridique ou politique. Il dégage des pistes d'innovation à chaque étape de la propagation du bruit : à la source, à la transmission et à la réception/perception par les riverains du chantier. Rassemblant des textes compréhensibles par tous, des schémas et des liens vers des contenus plus techniques, ce livre blanc plaide pour une approche du sujet sur la durée, dont chaque étape est une incitation au changement.

Source :

> www.societedugrandparis.fr/gpe/actualite/silence-chantier-le-livre-blanc-qui-va-faire-grand-bruit-2162

A télécharger :

> « Silence chantier » : https://media-mediatheque.societedugrandparis.fr/permalinks/domain1/2019/01/17/1022-Livre_blanc__Silence_Chantier.pdf

Le programme PACTE publie trois nouveaux calepins de chantier numériques - 5 février 2019

Le programme PACTE vient de publier trois nouveaux calepins de chantier destiné au personnel de chantier : « Bardages double peau en acier protégé et en acier inoxydable » ; « Doubles fenêtres en rénovation de logements » ; et « Pompes à chaleur air extérieur/air intérieur en habitat individuel ».

Source :

> www.programmepacte.fr

A télécharger :

> « Bardages double peau en acier protégé et en acier inoxydable » : www.programmepacte.fr/sites/default/files/pdf/ccbardagesdoubleacierprotegeinoxydableneuf189web.pdf

> « Doubles fenêtres en rénovation de logements » : www.programmepacte.fr/sites/default/files/pdf/ccdoublesfenetresrenovationlogementsrenodec18191web.pdf

> « Pompes à chaleur air extérieur/air intérieur en habitat individuel » : www.programmepacte.fr/sites/default/files/pdf/ccpacairextinhabindneufrenodec18193web.pdf

Emploi : le secteur de la construction enregistre une hausse de 0,2% de ses effectifs au 4^{ème} trimestre 2018 - 11 février 2019

Selon les chiffres de l'INSEE, cette hausse représente 2 700 postes créés. Une tendance qui marque toutefois un ralentissement, car le rythme était plus intense lors du 3^{ème} trimestre 2018, avec +0,4%, soit 5 400 emplois créés. Sur une période de 12 mois, le secteur de la construction affiche une hausse de 1,4%, ce qui représente près de 19 000 postes créés, pour un total d'emplois estimé à 1 371 200 dans le bâtiment et les travaux publics en France.

Source :

> www.batiactu.com/edito/2018-emploi-dans-batiment-a-garde-cap-55440.php

Les défaillances d'entreprises dans le BTP reculent de 2,3% en 2018 - 13 février 2019

A fin novembre 2018, 11 834 entreprises du BTP ont fermé leurs portes sur un an. Un chiffre qui, selon les premières données, devrait chuter de 2,5% à fin décembre 2018.

Source :

> www.batiactu.com/edito/defaillances-recul-a-fin-2018-55478.php

6 041 créations d'entreprises dans le secteur de la construction en janvier 2019 - 15 février 2019

C'est 11% de plus qu'en décembre 2018. Tous les secteurs ont connu une hausse du nombre d'immatriculations, parmi les plus actifs, le nombre d'entreprises créées dans le commerce, transports, hébergement et restauration a bondi de 23,4%, porté notamment par la forte croissance des sociétés de transports et entreposage (+67,5%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/creations-entreprise-un-debut-annee-sur-chapeaux-roues-55499.php

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

La campagne 2019 de l'enquête nationale de la construction bois est lancée - Janvier 2019

Les organisations professionnelles ont décidé de renouveler en 2019 l'enquête nationale de la construction bois. Menée depuis 2012 par la filière Forêt-Bois, cette enquête financée par le CODIFAB et France Bois Forêt, et réalisée en partenariat avec FBR, l'UMB-FFB et AFCOBOIS, permet à la filière d'orienter ses actions de communication et de recherche et développement.

Source :

> www.codifab.fr/actions-collectives/bois/article/enquete-nationale-de-la-construction-bois-2018-2184

Vient de paraître : « 60 exemples d'installation biomasse en collectivités » - Janvier 2019

Publié par l'ADEME, ce document propose 60 exemples d'installations fonctionnant à la biomasse collective sur le territoire français (centre aquatique, enseignement, santé, social, logements sociaux, réseaux de chaleur urbains et ruraux, ...).

Source :

> <https://fibois-bfc.fr/document/60-exemples-dinstallation-biomasse-en-collectivites>

« Pourquoi miser sur les énergies renouvelables ? » : l'ADEME publie une infographie - 8 février 2019

L'objectif : expliquer en quoi les énergies renouvelables sont une vraie opportunité économique et ce qui peut être fait par tout citoyen pour favoriser leur développement.

Source :

> <https://presse.ademe.fr/2019/02/infographie-pourquoi-miser-sur-les-enr.html>

En 2018, la consommation électrique française a été couverte à 22,7% par des énergies renouvelables - 11 février 2019

C'est ce que révèle le Panorama de l'électricité renouvelable au 31 décembre 2018, élaboré par RTE, le Syndicat des énergies renouvelables, Enedis, l'Association des distributeurs d'électricité en France et l'Agence ORE. En 2017, cette part des renouvelables s'élevait à 18,5%. Cette montée en puissance est portée par une hausse de la production de toutes les filières des énergies renouvelables. La puissance totale du parc électrique renouvelable (hydroélectricité, éolien, solaire photovoltaïque, et bioénergies confondus) s'élevait, fin 2018, à 51 171 MW ; ce qui représente 99% de l'objectif qui avait été fixé pour fin 2018 (51,7 GW) par la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE).

Source :

> www.enerzine.com/la-consommation-francaise-couverte-a-227-par-du-renouvelable-en-2018/26529-2019-02

Une personne sur trois se dit prête à passer au chauffage renouvelable ou à rénover énergétiquement son logement - 12 février 2019

C'est ce que révèle la 9^{ème} édition du baromètre annuel Qualit'EnR/OpinionWay consacré à la question de l'intérêt des Français pour les renouvelables. Parmi les énergies les plus citées : le solaire thermique (89%), les pompes à chaleur (84%), le photovoltaïque (81%), l'éolien (77%) et le bois énergie (70%). Des chiffres qui devancent ceux du gaz naturel (61%), du nucléaire (46%) ou des énergies carbonées (20%). Les répondants accordent une grande confiance aux solutions proposées pour le résidentiel, dont les pompes à chaleur (82%), les chauffe-eau solaires ou thermodynamiques (81%), les panneaux photovoltaïques (75%) et les solutions de chauffage au bois (75%).

Du côté de la confiance envers les professionnels des énergies renouvelables, elle atteint un record historique (71%). La première attente reste la qualité de l'installation (65%), devant la maintenance et le service après-vente (62%). La garantie de résultats est moins demandée (47%), tandis que l'audit énergétique n'intéresse que peu de monde (23%). Les Français continuent à accorder de l'importance aux labels de certification (79%) mais, pour la première fois, ce gage de confiance est devancé par le bouche-à-oreille entre proches (81%).

Source :

> www.batiactu.com/edito/renouvelables-progressent-et-francais-se-disent-favorables-55465.php

Signature du contrat du Comité stratégique de filière « Industries pour la construction » - 14 février 2019

Ce contrat comprend six projets, dont le déploiement d'une offre de rénovation énergétique pour lutter contre les « passoires thermiques » à destination des particuliers et des campus universitaires. Sur le plan environnemental, le contrat de filière porte le développement de nouveaux concepts de bâtiments, parmi lesquels une approche « zéro déchet ». Les autres axes du contrat visent à renforcer la compétitivité des acteurs de la filière (via une plateforme numérique visant à faciliter la description des projets de construction), à accélérer la croissance des entreprises (grâce à l'Accélérateur PME de Bpifrance) et à développer les emplois et compétences de la filière aval.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/Signature-contrat-comite-strategique-filiere-32891.php4

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

THESE : « La consommation énergétique domestique pour le chauffage en France » - Janvier 2019

Cette thèse analyse les déterminants du choix de la source d'énergie utilisée pour le chauffage et l'impact de ce choix sur la consommation énergétique domestique des ménages en France.

Source :

> www.theses.fr/2018LIL1A007

A télécharger :

> « La consommation énergétique domestique pour le chauffage en France » : www.theses.fr/2018LIL1A007/document

THESE : « Etude numérique des performances thermiques d'un habitat bioclimatique » - Janvier 2019

Basée sur une étude numérique de performances thermiques d'un habitat bioclimatique, cette thèse présente une modélisation des phénomènes de transfert de chaleur dans l'habitat et dans l'unité de stockage, complétée par une simulation du fonctionnement du système basée sur les notions de journée type à travers les données météorologiques de la région de Ouagadougou et terminé par une analyse technico-économique.

Source :

> www.theses.fr/2018PERP0040

A télécharger :

> « Etude numérique des performances thermiques d'un habitat bioclimatique » : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02002998/document>

L'Agence parisienne du Climat publie un guide pratique sur la garantie de résultat énergétique en copropriété - 21 janvier 2019

Basé sur les premiers retours d'expériences de copropriétés, ce guide rédigé par l'Agence parisienne du Climat en partenariat avec Efficacity, met en lumière quelques points de vigilance, leviers et astuces pour souscrire à une garantie de résultat énergétique dans le cadre d'un projet de rénovation globale de copropriété.

Au sommaire :

- Qu'est-ce que la garantie de performance énergétique ?
- Les questions à se poser avant de se diriger vers une garantie de résultat énergétique
- La mise en place d'une garantie pas à pas
- Les clauses du contrat de garantie de performance énergétique
- Les actions de sensibilisation à mettre en place tout au long du projet

Source :

> www.apc-paris.com/publication/garantie-resultat-energetique-copropriete

A télécharger :

> « La garantie de résultat énergétique en copropriété » : www.apc-paris.com/sites/www.apc-paris.com/files/file_fields/2019/01/21/coachcopro-gre-web-apc.pdf

Vient de paraître : « Pourquoi et comment isoler son logement ? » - 28 janvier 2019

Cette infographie de l'ADEME explique pourquoi l'isolation est essentielle et comment faire pour que les travaux engagés soient efficaces.

Source :

> www.envirobat-oc.fr/Pourquoi-et-comment-isoler-son-logement-ADEME

Précarité énergétique : le laboratoire « Porteurs d'idées énergétiques » publie deux études - 4 février 2019

La première, intitulée « Les risques sanitaires de la précarité énergétique », présente :

- une synthèse des principaux enseignements issus des études et travaux de recherche réalisés sur les risques sanitaires de la précarité énergétique ;
- un support de présentation récapitulant ces principaux enseignements ;
- neuf fiches pratiques et synthétiques à destination des professionnels afin de les guider dans leur compréhension d'un certain nombre de phénomènes sur les liens entre santé et précarité énergétique, et de leur fournir des supports d'information à remettre aux familles accompagnées.

La seconde, intitulée « Comment engager les ménages en précarité énergétique ? Les ressorts du passage à l'action », présente :

- un document d'analyse des trois étapes clés d'un processus de passage à l'action et de synthèse des travaux de recherche, études et retours d'expériences réalisés dans le domaine ;
- une synthèse des travaux de recherche et études réalisées sur les processus de décision.

Ces deux publications sont issues d'un travail de réflexion réalisé dans le cadre du programme « Porteurs d'Idées Énergétique », initié et piloté par AG2R LA MONDIALE en partenariat avec la Fondation Schneider Electric, les fonds de dotation SoliNergy et Énergie Solidaire, ainsi que les associations Solibri, BCE et le CLER - réseau pour la transition énergétique.

Source :

> www.precarite-energie.org/Deux-publications-du-laboratoire-Porteurs-d-idees-energetiques-Les-risques.html

Depuis 2012, le dispositif Dorémi développé par l'Institut négaWatt et le bureau d'études Enertech propose une offre de rénovation globale au niveau BBC, réalisée en une étape, pour les maisons individuelles construites principalement avant 1975.

Le principe du dispositif est d'accompagner des artisans en facilitant leur groupement et en les formant à la réalisation de travaux de performance énergétique. L'approche énergétique de Dorémi est basée sur une dizaine de bouquets de travaux développés par Enertech, nommés Solutions Techniques de Référence (STR). Celles-ci visent le niveau BBC-Rénovation, soit une division par quatre en moyenne des consommations annuelles de chauffage (environ 50 kWh_{ep}/m² par an).

Dorémi a déjà formé 800 artisans et généré 100 groupements d'artisans. Ces derniers ont réalisé une centaine de rénovations performantes dont la moitié pour des ménages modestes et très modestes. Cette dynamique devrait s'accroître grâce au programme « Facilaréno », porté par l'Institut en partenariat avec Dorémi, sélectionné dans le cadre des certificats d'économie d'énergie par le ministère de la Transition écologique en janvier 2019. Objectif : 250 groupements d'artisans formés sur 50 territoires en 2 ans.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/Renovation-complexe-BBC-Doremi-artisans-32861.php4#

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

THESE : « Vers une maîtrise de l'impact réel des choix de conception sur la qualité de l'air intérieur des bâtiments tout au long de leur vie » - Janvier 2019

Ce travail de thèse a pour objectif d'évaluer le comportement de matériaux (source ou puits) vis-à-vis de la contamination aux composés organiques volatils (COV) et au formaldéhyde lorsqu'ils sont évalués seuls dans des conditions normalisées retenues pour l'étiquetage sanitaire, mais aussi lorsqu'ils sont mis en œuvre dans des projets de construction (impact du changement d'échelle et effet d'assemblage). Il fournit une base de données et un modèle de prévision de la QAI intégrant les données d'adsorption/désorption préalablement déterminées qui, à terme, ont vocation à constituer des outils de gestion pour orienter les choix en matière de matériaux, de configuration et d'usage d'un bâtiment dans l'optique d'une réduction à la source des émissions de COV dans l'air intérieur.

Source :

> www.theses.fr/2018PAUU3029

A télécharger :

> « Vers une maîtrise de l'impact réel des choix de conception sur la qualité de l'air intérieur des bâtiments tout au long de leur vie » : www.theses.fr/2018PAUU3029/document

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

Vient de paraître : « Optimiser les matières premières, renforcer le tri, le réemploi et la valorisation des déchets du bâtiment » - Janvier 2019

S'adressant principalement aux maîtres d'ouvrage, responsables de la gestion de leurs déchets de chantier jusqu'à leur valorisation finale, cette plaquette de l'ADEME a pour objectif de présenter de manière très synthétique les programmes et démarches en cours visant à : bien penser en amont la conception d'un bâtiment, faciliter le recyclage des déchets du second œuvre, et anticiper pour permettre le réemploi des matériaux.

Plusieurs sites et documents de référence y sont cités concernant notamment la responsabilité juridique et l'accompagnement méthodologique (DÉMOCLÈS), les qualifications OPQIBI et OPTTECC, le Centre de ressources d'aide à la conception d'un bâtiment zéro déchet « BAZED », le réemploi REPAR, etc.

Source :

> www.ademe.fr/dechets-batiment-0

A télécharger :

> « Optimiser les matières premières, renforcer le tri, le réemploi et la valorisation des déchets du bâtiment » : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/batiments_gestion_des_dechets_plaquette_maitres_d_ouvrage_010626.pdf

THESE : « Etude numérique du potentiel de rafraîchissement des techniques de réduction des îlots de chaleur urbain (ICU) sous climat méditerranéen » - Janvier 2019

Le phénomène d'îlot de chaleur urbain « ICU » souvent observé dans les villes à forte densité urbaine, provoque des impacts négatifs surtout sur le confort thermique extérieur et sur la consommation énergétique des bâtiments. D'où l'importance d'intégrer des dispositifs d'atténuation de ce phénomène dans la conception des projets et des espaces urbains. Cette thèse vise à étudier les effets des différentes stratégies de limitation d'ICU sur les paramètres microclimatiques sous climat méditerranéen. Le cas étudié est un quartier compact de la ville libanaise Beyrouth qui est classifié comme un territoire artificialisé.

Source :

> www.theses.fr/2018ISAT0024

A télécharger :

> « Etude numérique du potentiel de rafraîchissement des techniques de réduction des îlots de chaleur urbaine (ICU) sous climat méditerranéen » : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02003346/document>

THESE : « Les modèles d'îlots/quartiers à système énergétique local bas carbone : fondamentaux techniques et économiques, conditions institutionnelles de mises en œuvre et conséquences pour les modes de vie » - Janvier 2019

Afin d'envisager le quartier comme une échelle pertinente pour l'approvisionnement énergétique bas carbone, il est nécessaire d'analyser les conditions technico-économiques et institutionnelles à mettre en œuvre. Cette thèse révèle le besoin d'un changement de paradigme dans la structuration des systèmes énergétiques passant de systèmes centralisés à des systèmes décentralisés. Or, ce nouveau paradigme est conditionné par la maturité technico-économique des infrastructures pouvant être installées dans le quartier et par la capacité à trouver un modèle d'affaire viable rendant l'investissement rentable à cette échelle. D'un point de vue institutionnel, il provoque une modification des relations entre les acteurs utilisant les vecteurs énergétiques étudiés (électricité et chaleur). L'essor de nouveaux profils de production avec le développement des énergies renouvelables et l'émergence de nouveaux profils de consommateurs devenant des producteurs modifie la chaîne de valeur énergétique et oblige à garantir la flexibilité des systèmes énergétiques pour garantir leur bon fonctionnement. Pour tenter d'apporter un éclairage sur les possibles formes que pourraient prendre ces relations, une démarche méthodologique reposant sur la construction d'idéal-types a été réalisée. Elle fait apparaître le besoin d'un nouvel acteur, le gestionnaire de l'énergie, pour garantir le bon fonctionnement des systèmes énergétiques installés dans les quartiers.

Source :

> www.theses.fr/2018GREAE006

A télécharger :

> « Les modèles d'îlots/quartiers à système énergétique local bas carbone : fondamentaux techniques et économiques, conditions institutionnelles de mise en œuvre et conséquences pour les modes de vie » : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-02012064/document>

Vient de paraître : « Bâtiment et Travaux publics, prévention et valorisation des déchets » - Janvier 2019

Depuis 2009, des collectivités soutenues par l'ADEME se sont engagées dans des plans et programmes de prévention des déchets puis dans des programmes « Territoire zéro déchet zéro gaspillage ». Elles partagent leurs retours d'expérience au sein du réseau A3P. Cette synthèse thématique proposée par l'ADEME permet un accès facilité à un panel (non-exhaustif) de retours d'expériences en proposant : une description des approches mise en place par les collectivités ; la présentation d'une sélection de fiches rendant compte de la diversité des actions menées sur les territoires dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics ; et des ressources complémentaires.

Source :

> www.ademe.fr/batiment-travaux-publics-prevention-valorisation-dechets

A télécharger :

> « Bâtiment et Travaux publics, prévention et valorisation des déchets » : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/btp-prevention-valorisation-dechets_010697.pdf

Le projet FCRBE facilite le réemploi dans la construction - 14 janvier 2019

Comment donner de l'ampleur à des travaux sur le réemploi de matériaux de construction réalisés à l'échelle d'un territoire ou d'un pays ? C'est ce qui a motivé le collectif belge Rotor à candidater au dispositif Interreg et lancer le projet européen FCRBE (Faciliter la circulation des éléments récupérés du bâtiment). Pour ce projet de trois ans, doté d'un budget total d'environ 1,2 million d'euros financé à 60% par des fonds européens, le collectif s'est entouré de sept autres partenaires : Bellastock et le CSTB en France, Bruxelles-Environnement, Belgian Building Research Institute (BBRI) et la Confédération de la Construction en Belgique, la School of Architecture and Design de l'Université de Brighton et l'opérateur britannique Salvo.

L'objectif : promouvoir le réemploi de matériaux de construction en Europe, en donnant plus de visibilité aux opérateurs existants et en créant des outils de méthodologie communs. Les axes de travail seront définis autour de deux objectifs principaux : la réalisation d'une méthode d'inventaire commune lors de la démolition pour identifier rapidement les matériaux à récupérer ; et la levée de plusieurs obstacles tels que le cadre des marchés publics incompatible actuellement avec plus de réemploi. De l'avis des partenaires du projet, ces outils communs contribueront à lever les freins techniques, économiques mais aussi culturels et psychologiques.

Source :

> <https://lecho-circulaire.com/le-projet-fcrbe-facilite-le-reemploi-dans-la-construction/>

Le think tank Terra Nova publie un rapport « Habiter dans 20 ans » - 12 février 2019

Comment habiterons-nous dans 20 ans ? Quels seront nos nouveaux usages, comment nos manières d'habiter seront influencées par les évolutions de nos modes de vie ? Comment nous organiser pour préserver nos ressources, garder la ville ouverte à tous et adapter les logements à de nouveaux styles de vie ? Comment favoriser l'inclusion sociale par le logement ? Comment développer l'habitat durable ? Malgré les contraintes qui conditionnent nos choix à vingt ans, plusieurs scénarios d'avenir sont possibles. Terra Nova les décline dans ce rapport.

Source :

> <http://tnova.fr/rapports/habiter-dans-20-ans>

A télécharger :

> « Habiter dans 20 ans » : http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/699/original/Terra-Nova_Habiter-dans-vingt-ans_120219.pdf

/// SOMMAIRE ///



Les membres du Réseau Bâtiment Durable

Alliance HQE-GBC - AQUAA - Bourgogne Bâtiment Durable
Cd2e - Cluster éco-habitat - Cluster éco-énergies - Collectif Effinergie
Ekopolis - EnvirobatBDM - Envirobat Centre - Envirobat Occitanie
Envirobat Grand Est - Envirobat Réunion - Globe 21
Novabuild - Noveco - Pôle CREAHD - Pôle énergie Franche-Comté
Réseau Breton Bâtiment Durable - S2e2 - Terra'noi
Ville & Aménagement Durable

Avec le soutien technique et financier de :



Crédits photos page de couverture (de gauche à droite) :

Prototype Terra Nostra Confluence © VAD - SYDESL © ADEME Bourgogne-©Pierre COMBIER-Nicolas FAVET Architectes - Résidence en habitat participatif MasCobado à Montpellier © Ecobatp LR